

2

Analyse globale
des défaillances
d'entreprises

5

Analyse des
défaillances
par secteurs

PANORAMA DEFAILLANCES

Mai 2015

LES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE COFACE

Par les économistes du Groupe Coface



Ce baromètre présente les nouvelles tendances des défaillances d'entreprises à fin avril 2015 en France. Après le recul de 2,9% enregistré sur l'année 2014, un niveau qui n'avait pas été observé depuis 2010 (-3,8%), les quatre premiers mois de l'année sont marqués par un rebond des défaillances (+1,6% par rapport à la même période en 2014). Toutefois, ce rebond est en partie le résultat d'un effet de rattrapage

après des chiffres artificiellement bas en décembre dernier en raison des mouvements sociaux des tribunaux de commerce, qui ont d'ailleurs repris début mai.

Au-delà de cet effet temporaire, la tendance demeure favorable avec une baisse annuelle de 2,7% à fin avril 2015 sur un an. Le coût financier, somme des dettes fournisseurs, diminue également (-16,6%) tout comme les effectifs concernés (-4,6%). Mais cette tendance

générale masque des différences sectorielles importantes. Les défaillances continuent par exemple d'augmenter dans la construction. Et si les entreprises bénéficient toujours de la modération du coût d'endettement, certaines d'entre elles pâtissent d'une demande encore trop faible. C'est notamment le cas des activités de services aux particuliers, signe que la reprise récente de la consommation des ménages reste précaire.

RETROUVEZ TOUS LES AUTRES PANORAMAS DU GROUPE
<http://www.coface.fr/Actualites-Publications/Publications>

coface
FOR SAFER TRADE

MAI 2015

BAROMETRE DES DEFAILLANCES

PAROLES D'ÉCONOMISTES



Khalid AIT-YAHIA
Economiste



Guillaume BAQUÉ
Economiste

- En avril 2015, diminution sur un an du nombre de défaillances d'entreprises à 62 473 (-2,7%)
- Les effectifs concernés par ces défaillances se réduisent à nouveau et atteignent 174 786 salariés (-4,6% sur un an)
- Les défaillances continuent d'augmenter dans seulement cinq régions (Alsace, Basse-Normandie, Bourgogne, l'Île-de-France et Poitou-Charentes).
- Avec 23 149 défaillances, hausse de 1,6% des défaillances sur les quatre premiers mois de 2015 par rapport à la même période en 2014. Les retards d'enregistrement dus aux grèves des tribunaux de commerce en décembre 2014 semblent avoir eu un effet significatif
- Augmentation des défaillances dans les secteurs de la construction, des métaux et des services aux particuliers.

ANALYSE GLOBALE DES DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

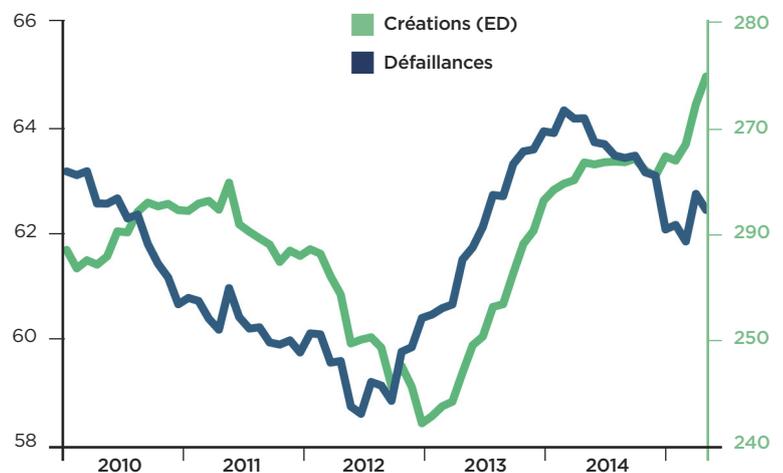
Variation du nombre de défaillances d'entreprises

Le nombre de défaillance d'entreprises a enregistré sa septième baisse consécutive à fin avril 2015 (-2,7% en moyenne annuelle), à 62 473 entreprises. Dans le même temps, le coût total (somme de l'encours des dettes fournisseurs) a atteint 3,9 milliards d'euros (-16,6%) et le nombre d'employés concernés 174 786 (-4,6%).

Plusieurs éléments sont à l'origine de cette bonne tendance amorcée en octobre 2014. Tout d'abord, la consommation des ménages en biens s'est accélérée au 1^{er} trimestre 2015 avec une croissance de +1,6% par rapport au 4^{ème} trimestre 2014. Le coût des transports (10% des dépenses d'un ménage) est en baisse de 5,5% à fin mars 2015 en glissement annuel⁽¹⁾ en lien avec celle du prix du pétrole. Les économies ainsi réalisées sont réallouées à la consommation puisque le taux d'épargne, rapporté aux revenus disponibles, a même diminué au 4^{ème} trimestre 2014, passant de 15,7% à 15,4%. De plus, la faible inflation (0,3%) continue de soutenir

Graphique n°1

Evolution des défaillances et créations d'entreprises, hors autoentrepreneurs (12 mois glissants, avril 2015, en milliers)



Sources : Scores & Décisions, INSEE, Coface

(1) Insee, indice des prix à la consommation harmonisé (HICP), transport, carburants et lubrifiants pour les véhicules personnels

leurs dépenses. Toutefois, le rythme d'expansion de la consommation devrait se modérer dès le 2^{ème} trimestre, la tendance à la baisse de l'inflation et en particulier celle des prix de l'énergie ayant pris fin. Par ailleurs, dans ce contexte de reprise modérée, les créations d'entreprises (hors autoentrepreneurs) augmentent aussi : 274 781 créations annuelles à fin avril 2015, (+3,0% par rapport à fin avril 2014), ce qui devrait engendrer des défaillances supplémentaires d'ici la fin de l'année 2015 (voir graphique n°1 page 2).

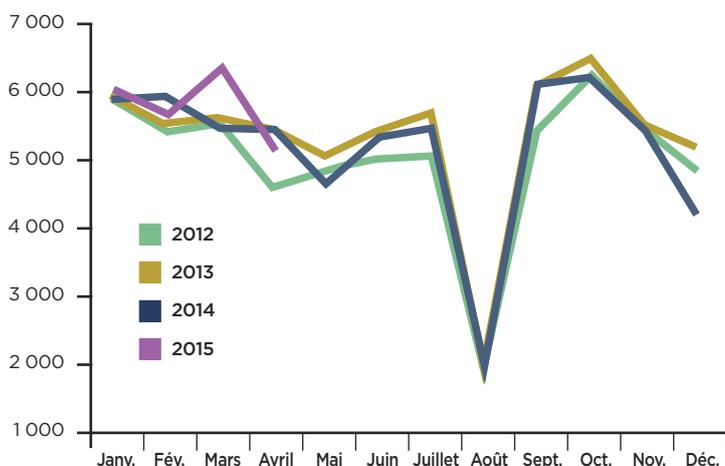
Du côté des entreprises non-financières, la croissance du crédit s'accroît sensiblement (+4,0 % en mars 2015 en rythme annuel) et plus rapidement qu'en Allemagne (+0,7%) ou au Royaume-Uni (+0,1%). Les taux d'intérêt moyens des prêts accordés aux entreprises observés par la Banque de France tombent à 2,28% pour les crédits supérieurs à un million d'euros et à 1,54% en deçà. Si le coût de l'endettement se réduit à des niveaux historiquement bas, les conditions d'accès se détendent également. Les taux de satisfaction relatifs à l'accès des PME au crédit ont atteint 79% pour les crédits de trésorerie et 93% pour les crédits d'investissements au 4^{ème} trimestre 2014, soit le niveau le plus élevé depuis le début de l'enquête lancée mi-2012⁽²⁾. Outre un accès plus facile au crédit, les entreprises françaises ont bénéficié de la baisse de l'euro (en particulier les grandes entreprises exportatrices) et de celle du pétrole. Mais malgré ces bouffées d'oxygène, la confiance des entreprises reste à un niveau plus bas que celle de ses voisins européens, notamment dans le secteur manufacturier qui souffre toujours de surcapacités importantes.

Notons également que cette tendance baissière a été accentuée artificiellement par la tenue de mouvements sociaux au sein des tribunaux de commerce en décembre 2014. Ces mouvements ont en effet engendré un recul de 19,3% du nombre de défaillances sur ce mois (voir graphique n°2). Ce contexte a permis d'enregistrer une baisse de 2,9% des défaillances à fin décembre 2014 contre -0,8% en glissement annuel au mois de novembre 2014. Ainsi le 1^{er} trimestre 2015 a enregistré des défaillances supplémentaires (+3,0%) par rapport à la même période en 2014. Sans que nous puissions mesurer avec précision l'ampleur des retards d'enregistrements, le retour de bâton participe à la hausse des défaillances sur le mois de mars 2015 (+16,1% par rapport au mois de mars 2014).

Sur les trois derniers mois, les plus importantes défaillances d'entreprises sont la société d'investissements en lettres et manuscrits anciens Aristophil en raison d'escroqueries supposées (chiffre d'affaires -CA- : 165 millions d'euros), redressement judiciaire), l'entreprise de travaux publics Trabet (CA : 71 millions d'euros, RJ) et le grossiste en papeterie RP Diffusion (CA : 58 millions d'euros, RJ).

Graphique n°2

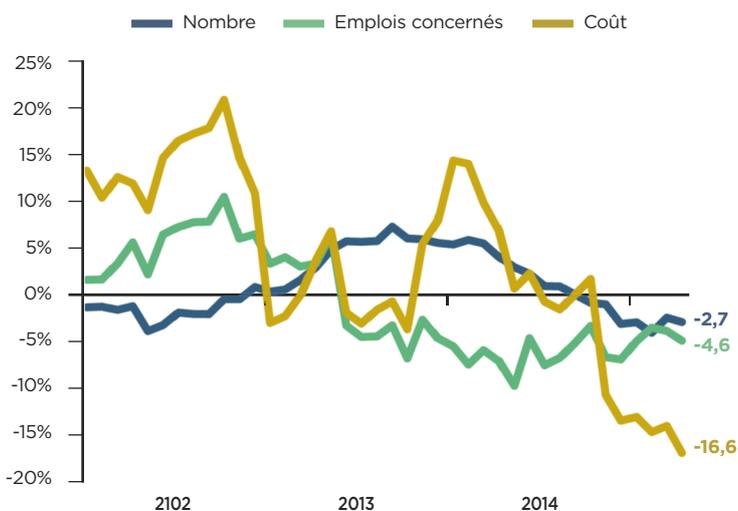
Evolution mensuelle des défaillances d'entreprises



Sources : Scores & Décisions, Coface

Graphique n°3

Variation annuelle des défaillances d'entreprises



Sources : Scores & Décisions, Coface

(2) Banque de France, « Enquête trimestrielle auprès des entreprises sur leur accès au crédit en France : 4^{ème} trimestre 2014 », 19 janvier 2015

Défaillances par taille d'entreprises

Les défaillances des microentreprises (0 à 9 salariés), qui représentent 93,2% des défaillances totales, reculent de -2,8% en avril 2015 sur un an, à l'instar des PME (-3,3%). A l'inverse, celles des TPE (10 à 19 salariés) augmentent de 1,6% pour atteindre 2 675 entreprises, soit 4,3%

du total. On enregistre seulement 26 défaillances d'ETI (plus de 250 salariés) à cette même période. Les ETI profitent en effet de sources de financement plus diversifiées, notamment via la titrisation de crédits bancaires, mais également des facteurs externes favorables (baisse de l'euro, demande mondiale plus vigoureuse). Or, elles réalisent en moyenne 19% de leur CA à l'export, contre 10% pour les PME⁽³⁾ (10 à 249 salariés).

Les défaillances par tranches de CA mettent en exergue des évolutions divergentes (voir graphique n°4). En 2013, les défaillances d'entreprises de toutes les tailles ont progressé, à l'exception de celles réalisant plus de 10 millions d'euros de CA. Depuis 2014, seules les défaillances de 1 à 2,5 million d'euros ont continué de progresser (8,9% des défaillances). Mais cela n'a pas suffi à limiter la baisse du CA moyen d'une défaillance qui est tombé à 791 740 euros à fin avril 2015. Notons par ailleurs la baisse des défaillances d'entreprises réalisant entre 2,5 et 10 millions d'euros de CA (3,9% des défaillances). A l'inverse, celles de plus de 10 millions d'euros de CA (215 entreprises) sont reparties à la hausse depuis le début de l'année 2015 (0,9% des défaillances) pour baisser subitement en avril.

Carte de France des défaillances

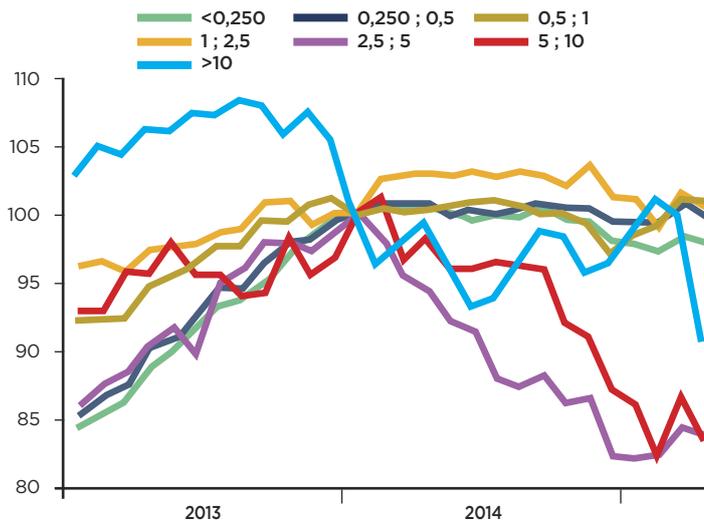
Sur les douze derniers mois à fin avril 2015, seules cinq régions enregistrent une hausse des défaillances d'entreprises : l'Alsace (+5,1%), la Basse-Normandie (+3,9%), la Bourgogne (+2,9%), le Poitou-Charentes (+0,7%) et l'Île-de-France (+0,3%). A l'opposé, le nombre des défaillances baisse de plus de 5% dans six régions, notamment dans le grand sud-ouest (-10,2% en Aquitaine et -8,0% dans le Limousin) et dans le Nord : Picardie (-6,9%) et Nord-Pas-de-Calais (-3,9%).

En Île-de-France, les défaillances d'entreprises ont progressé de 0,3%. La région concentre 19,7% des défaillances en France métropolitaine alors qu'elle ne représente que 13,7% des entreprises. Cette plus forte sinistralité s'explique par le dynamisme accru de la région puisqu'en 2014 une création d'entreprise sur quatre s'est faite en Île-de-France. Du côté des secteurs, la construction apparaît très affectée dans la région francilienne avec une augmentation de 8,2% des défaillances (34,5% des défaillances de la région). Dans le détail, c'est le secteur de la construction de maisons individuelles qui est le plus concerné avec une hausse de 10,3% en avril 2015 (13,4% des défaillances du secteur de la construction).

Enfin, la région de l'Alsace enregistre la plus forte augmentation (+5,1%). Les secteurs de la construction (34,5% des défaillances de la région) et des autres services (13,1%) apparaissent les plus concernés avec des hausses respectives de 8,2% et 2,5%. La Banque de France note d'ailleurs que le climat des affaires dans la région décline dans les services marchands⁽⁴⁾.

Graphique n°4

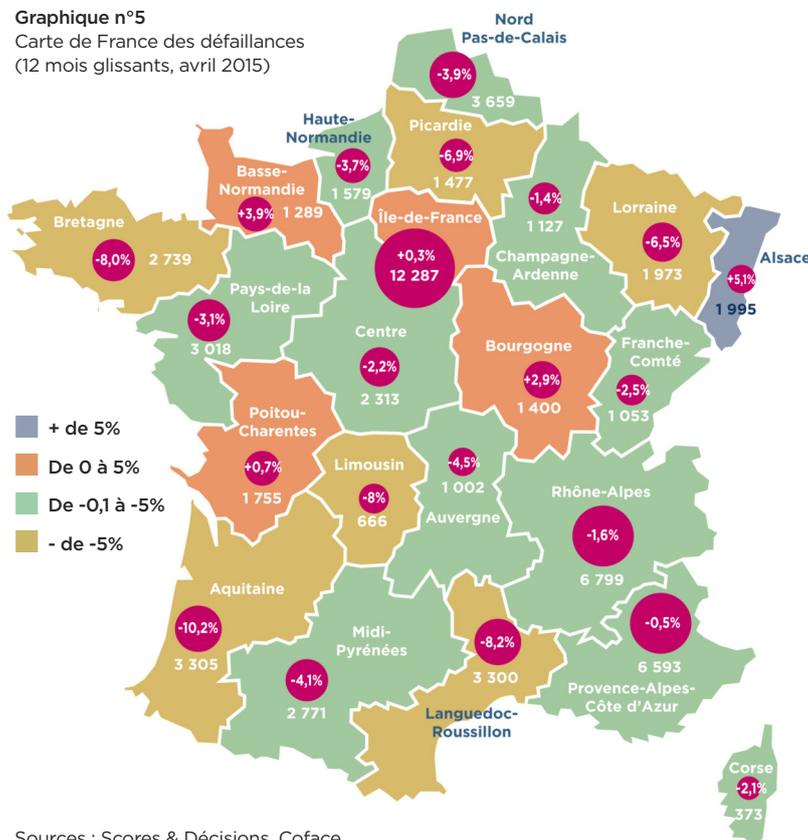
Evolution des défaillances par tranches de chiffre d'affaires (millions d'euros, 100=janvier 2014, GA)



Sources : Scores & Décisions, Coface

Graphique n°5

Carte de France des défaillances (12 mois glissants, avril 2015)



Sources : Scores & Décisions, Coface

(3) DG Trésor, « L'internationalisation des PME et ETI françaises : principaux chiffres », 28 décembre 2014

(4) Banque de France, « La conjoncture en Région Alsace », mars 2015

ANALYSE DES DÉFAILLANCES PAR SECTEURS

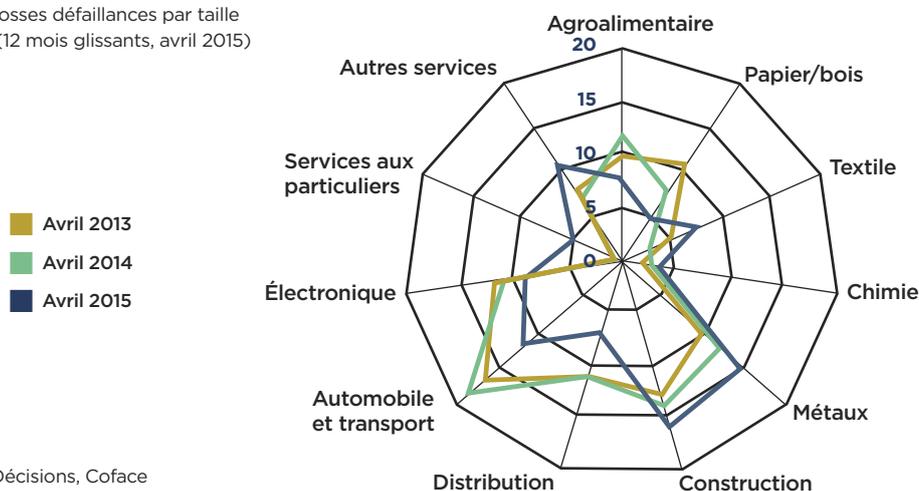
Evolution des défaillances par secteurs

Sur les 11 secteurs analysés par Coface, trois enregistrent une hausse des défaillances à fin avril 2015 sur un an. Il s'agit des métaux⁽⁵⁾ (+4,5%), des services aux particuliers (+1,7%), et de la construction (+0,7%). La métallurgie demeure sous les contraintes d'une demande modérée et d'une baisse des prix des matières premières. Le secteur se distingue en outre dans le classement des 100 plus importantes défaillances par CA avec 15 entreprises concernées (voir graphique n°6). Le climat des affaires⁽⁶⁾ s'est par ailleurs détérioré en avril dans le bâtiment et dans les services.

La dégradation du secteur des services aux particuliers est particulièrement marquée d'autant plus que la taille moyenne, mesurée par le CA moyen, augmente également de 16,2% (voir graphique n°7). Le secteur de la distribution⁽⁵⁾ enregistre la plus forte hausse de la taille moyenne des défaillances (+78,1%). Par ailleurs, des secteurs se démarquent par leur amélioration, tels que l'électronique (-13,5%), l'automobile et les transports (-9,9%) et la chimie (-5,3%), qui bénéficient davantage de la baisse récente de l'euro et des cours des matières premières.

Graphique n°6

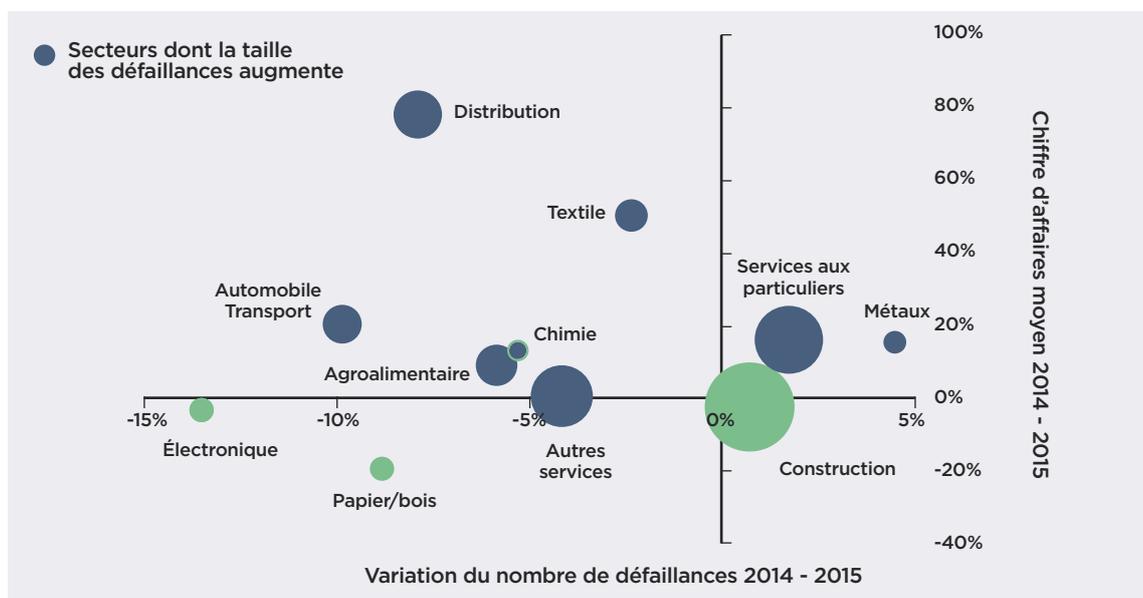
TOP 100 des plus grosses défaillances par taille du chiffre d'affaires (12 mois glissants, avril 2015)



Sources : Scores & Décisions, Coface

Graphique n°7

Analyse du risque sectoriel (12 mois glissants, avril 2015)



Sources : Scores & Décisions, Coface

(5) Voir nos analyses sur les secteurs de la distribution, des textiles et des métaux : Coface, « France : Baromètre des défaillances 4^{ème} trimestre 2014 », 25 février 2015

(6) Insee, « Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel - Avril 2015 », 23 avril 2015

CHIMIE

Du mieux grâce à une meilleure santé des activités pharmaceutique

Les défaillances ont reculé de 5,3% à fin avril 2015 pour atteindre 572 entreprises, soit 0,9% des défaillances totales en France. L'augmentation de la taille moyenne (+13,6%) s'explique par la défaillance du fabricant de verres creux STOELZLE MASNIERES (75 millions de CA) en octobre 2014. L'activité redémarre lentement : la production industrielle manufacturière est en hausse de 0,8%⁽⁷⁾ au 1^{er} trimestre 2015 par rapport au trimestre précédent. Mais si le volume de production baisse dans la chimie (-0,6%), il progresse nettement dans la pharmacie (+4,2%). En effet, du côté des sous-secteurs, le commerce de produits pharmaceutiques (24,5% des défaillances du secteur) participe fortement à cette baisse générale des défaillances (-5,4%). L'Union des industries chimiques (UIC) souligne que la production de ce secteur a crû de 2,9% en 2014, tirée par l'activité automobile et aéronautique. Les entreprises de pétrochimie bénéficient également de la chute des cours du brut (-53% entre juillet 2014 et mai 2015) qui vient limiter leurs coûts de production, et ainsi rendre plus compétitifs leurs produits vis-à-vis des concurrents d'Amérique du Nord. Le secteur dans son ensemble reste donc bien orienté puisque les chefs des entreprises industrielles prévoient une hausse de 7% de leurs investissements en 2015⁽⁸⁾. Par ailleurs, l'Île-de-France, qui concentre 21,2% des défaillances du secteur, enregistre un recul de 11,7% du nombre d'entreprises concernées. Enfin, 2 701 salariés sont menacés dans la chimie, soit 1,5% du total en France métropolitaine.

CONSTRUCTION

Un contexte toujours mal orienté et une demande publique en berne

La situation du secteur, qui contribue le plus aux défaillances d'entreprises, a continué de se dégrader sur les quatre premiers mois de 2015. A fin avril, 20 649 défaillances ont été enregistrées sur un an soit une hausse de 0,7%. C'est 53 062 salariés qui sont directement concernés, soit 30,4% du total des défaillances. Les perspectives restent défavorables à court terme, comme en atteste l'évolution des permis de construire (-6,9% à fin mars 2015 sur un an) et des mises en chantier (-8,9%). Dans le détail, de nombreux sous-secteurs sont sous contrainte : les constructeurs de maisons individuelles et de bâtiments (+6,5% pour 7,5%

du total du secteur) mais aussi la maçonnerie générale (+1,0% pour 17,8% du total). D'un point de vue régional, 13 des 22 régions françaises voient leurs défaillances augmenter. C'est particulièrement le cas pour l'Île-de-France (+10,7%, pour 23,7% du total) et la région Rhône-Alpes (+13,1%, pour 9,9% du total). Le constructeur de routes Trabet (71 millions d'euros de CA) subit quant à lui la modération des dépenses publiques avec sa mise en redressement en février 2015.

ELECTRONIQUE

De retour vers des plus bas historiques

Après une longue période difficile pour le secteur en raison du développement de la concurrence internet, les défaillances dans le commerce de détail (-17,8%, pour 25,3% du total du secteur) et de gros (-24,5%, pour 11,2% du total) se réduisent. C'est un des secteurs qui se porte le mieux (baisse de 13,5%), soit un plus bas depuis octobre 2008. Dans le même temps la taille moyenne se réduit pour atteindre 893 718 euros de CA (-2,8%). Néanmoins, il subsiste d'importantes défaillances à l'image du redressement judiciaire de Magma Distribution (34 millions d'euros de CA). Notons également l'augmentation de +1,7% (6,9% du total) du nombre de défaillances de détaillants en téléphonie mobile en lien avec la montée en puissance des ventes sur internet et une concurrence accrue des ventes de téléphones portables sans abonnement. Après la fermeture de l'enseigne Phone House en 2013, c'est au tour de la société Tel and Com (150 magasins en France) de faire face à des difficultés.

SERVICES AUX PARTICULIERS

L'amélioration de la consommation des ménages ne profite pas encore au secteur

Si la consommation des ménages en biens a accéléré au 1^{er} trimestre 2015, la croissance des dépenses en services est moins forte (+0,7% au 1^{er} trimestre). Les données de défaillances confirment cet écart : les services aux particuliers est un des secteurs le plus sinistré à fin avril 2015 et affecte 21 235 salariés (+10,3%) soit 12,1% du total en France métropolitaine. Le nombre d'entreprises en difficulté augmente de +1,7% (18,2% du total) et le CA moyen par défaillance atteint 307 472 euros (+16,2%). Le poids de l'ensemble du secteur sur l'économie progresse de 11,1% à fin avril et représente ainsi 234 millions d'euros de dettes fournisseurs (6,0% du total). Si le climat des affaires demeure mieux orienté que dans d'autres secteurs, l'indicateur de retournement qui mesure l'incertitude conjoncturelle est en territoire négatif depuis novembre 2014⁽⁹⁾. En outre, les défaillances des services aux particuliers augmentent dans 13 des 22 régions. La restauration contribue essentiellement à la dégradation du risque sectoriel avec une augmentation des défaillances de 5,6% (54,1% du total). Les activités d'hôtellerie pourraient être affectées par le développement croissant de nouveaux modes d'hébergement entre particuliers (hausse de 3,4% des défaillances). Le redressement judiciaire de M Vacances (19 millions d'euros de CA) en janvier 2015 illustre cette tendance. Mais les zones les plus touristiques semblent peu concernées puisque l'Île-de-France ne représente que 6,3% du total (-17,1% à fin avril).

LEXIQUE

- **Défaillance** : défaillance légale à savoir redressement ou liquidation judiciaire
- **Coût des défaillances** : cumul de l'encours fournisseurs de chaque entreprise défaillante
- **Microentreprises** : moins de 10 salariés
- **TPE** : 10 à 19 salariés
- **PME** : 20 à 249 salariés
- **ETI** : 250 à 4 999 salariés
- **GE** : plus de 4 999 salariés
- **Age** : nombre d'années écoulées entre la naissance et date de l'événement (redressement ou liquidation)
- **RJ** : redressement judiciaire
- **LJ** : liquidation judiciaire

(7) Insee, « Indice de la production industrielle - mars 2015 », 7 mai 2015

(8) Insee, « Enquête sur les investissements dans l'industrie - Avril 2015 », 6 mai 2015

(9) Insee, « Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel - Avril 2015 », 23 avril 2015

RESERVE

Le présent document reflète l'opinion de la direction de la recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles ; il pourra être modifié à tout moment. Les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface n'a aucune obligation de résultat mais une obligation de moyens et n'assumera aucune responsabilité pour les éventuelles pertes subies par le lecteur découlant de l'utilisation des informations, analyses et opinions contenues dans le présent document. Ce document ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement sous réserve de porter la mention apparente de Coface et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site de Coface.

Photo : © Fotolia - Maquette : Les éditions stratégiques

COFACE SA

1, place Costes et Bellonte
92270 Bois-Colombes
France
www.coface.fr

